Le Pays de Mormal ne veut pas accroître la pression fiscale

PAR BÉATRICE FRÈRE maubeuge@lavoixdunord.fr 09/04/2015

Pas de hausse des taux intercommunaux d'imposition pour 2015 : les élus de la communauté de communes du Pays de Mormal ont décidé, mardi soir, lors de la réunion tenue à la salle des fêtes de Poix-du-Nord, de maintenir les taux votés en 2014 lors de la fusion des intercommunalités.

POIX-DU-NORD.

La pédagogie, pas à pas, c'est ce qui fait avancer doucement mais sûrement les élus de la communauté de communes du Pays de Mormal (CCPM). Réunis mardi soir dans la salle des fêtes de Poix-du-Nord, ils en ont fait, une fois de plus, la preuve en décidant, comme ils l'avaient dessiné dès le débat d'orientations budgétaires, en novembre, de ne pas augmenter les taux d'imposition intercommunaux. Ce d'autant plus facilement que même si ici, comme ailleurs, la baisse des dotations de l'État est une réalité, une bonne nouvelle apporte cette fois un peu de baume au cœur : finalement, la dotation globale de fonctionnement bonifiée a été accordée à la CCPM après quelques négociations menées « d'arrache-pied », du propre aveu du président Guislain Cambier. Au total, quelque 380 000 €, non prévus initialement au budget primitif de 18,3 M€, permettent de maintenir la part intercommunale des impôts aux niveaux fixés en 2014 .

C'est dans la mutualisation que nous trouvons des économies... Baisser les impôts ne serait qu'un effet d'annonce.

Une manne qui aurait dû inciter à baisser les taux, estime pour sa part Charles Dégardin, maire de Saint-Waast-la-Vallée. « Il ne faut pas faire de démagogie, nous devons rester prudents, a plaidé Guislain Cambier, invitant ses collègues à regarder aussi dans le jardin des voisins, citant la baisse des dotations de 23 % enregistrée par la communauté du Cœur de l'Avesnois. C'est dans la mutualisation que nous trouvons des économies, nous résistons bien face aux vents contraires. Baisser les impôts ne serait qu'un effet d'annonce. »

LES TAUX

La cotisation foncière des entreprises : le taux moyen pondéré reste fixé à 29,39 %, le lissage étant prévu d'ici quatre ans pour toutes les communes.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères : le taux est fixé à 12,5 %, pour toutes les communes de la CCPM.

La taxe d'habitation : 14,91 %.

La taxe foncière (bâti) : 3,57 %.

La taxe foncière (non bâti) : 7,96 %.

ORDURES MÉNAGÈRES

Concernant la taxe d'enlèvement, qui avait été longuement discutée l'an passé, Danièle Druenes, vice-présidente en charge du dossier, a fait le point sur l'appel d'offres lancé pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères pour l'instant dans les mains de Flamme Environnement.

Le marché en question serait à l'avenir passé pour un ramassage en porte-à-porte des ordures ménagères, du carton et du verre, y compris les jours fériés, à raison d'une fois par semaine partout, y compris dans les écarts. Reste à attendre les propositions de tarifs. Concernant les encombrants, la CCPM se dirigerait vers un marché à bons de commandes, plus flexible, le service n'existant pas pour l'heure dans les communes de l'ex-C2M.

Le Pays de Mormal pense au plan local d'urbanisme intercommunal

Poix-du-Nord.

Engager l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) ou pas ? Telle est la question à la communauté de communes du Pays de Mormal. Pas facile...

« Être méthodique et posé. » En peu de mots, Guislain Cambier, président de la communauté de communes du Pays de Mormal, a formulé mardi soir la manière dont les élus vont étudier et débattre de la nécessité d'élaborer ou pas un PLUI, pour plan local d'urbanisme intercommunal. Un document d'urbanisme semblable à celui des communes mais à l'échelle... de la communauté de communes. Ça c'est le côté simple. Pour le reste, c'est un peu plus compliqué. Entre la législation, les préconisations et les procédures déjà engagées par certaines communes pour passer du plan d'occupation des sols au PLU, difficile de s'y retrouver.

Les explications fournies mardi par un technicien de la Direction départementale des territoires et de la mer visaient donc à éclairer un peu la lanterne des élus. Lesquels s'inquiètent surtout de savoir s'ils garderont ou pas, en tant que maires, la main sur les permis de construire. Oui, les a rassurés M. Thomas qui a brossé les enjeux du PLUI : « Ce document permet d'étudier le fonctionnement et les enjeux du territoire et de formuler des projets de développement à quinze ans. » Séduisant aux yeux du président Cambier qui devra toutefois parvenir à convaincre le conseil. Pour ce faire, une réunion est déjà programmée la semaine prochaine. D'autres suivront. Histoire de savoir ce qui coûtera le moins cher : les PLU communaux (40 000 € en moyenne pour établir un document) ou le PLUI. Les plus de 900 000 € avancés pour ce dernier sont loin de faire l'unanimité au Pays de Mormal même si, là encore, la mutualisation peut générer quelques économies...

B. FR.